96e Année. — N° 132

Le Numéro
15 CENTIMES

BUREAUX
ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 71
Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem. 3 m. 6 mois 1 an
Nord & Limit. 12.00 23.00 45.00
France, Belg. 13.00 24.00 48.00
Union postl. 16.00 31.00 62.00

OUBLIER, C'EST TRAHIR

Journal de Roubaix

SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

ROUBAIX : Téléph. 1199 ; Inter, 34.

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

TOURCOING : Téléph. 37

69e Année. — N° 132

JEUDI
12
MAI 1921

Les ANNONCES
et les ABONNEMENTS
sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

LA QUESTION DES REPARATIONS PAR L'ALLEMAGNE

M. LOUCHEUR

documente les représentants de la presse étrangère

Paris, 11 mai. — Continuant la série des conférences organisées par M. Daniélou à la Maison de la Presse, M. Loucheur, ministre des Régions libérées, a entretenu, cet après-midi, les correspondants étrangers de la question des réparations.

M. Loucheur montre quels efforts considérables avaient déjà été faits par la France pour la reconstitution de la zone dévastée. 500,000 maisons sont inhabitables. Cependant plus d'un million d'habitants y sont revenus. Le docteur Simons a offert de construire 25,000 maisons.

Nous acceptons cette offre immédiatement, dit le ministre, mais la question financière domine tout le problème. Le budget des réparations atteindra pour la France 11 milliards pendant huit ans; or, la France a déjà avancé 27 milliards pour le compte de l'Allemagne. Elle ne peut faire davantage.

On a bien parlé d'offres américaines ou neutres, mais, déclare M. Loucheur, ces offres n'ont jamais été formulées d'une façon précise, ou elles ont été à des conditions inacceptables.

Pour réaliser rapidement l'œuvre des réparations, le ministre insiste sur ce point : « Il faut de l'argent. Qu'on ne dise pas que la France est, sur ce chapitre, trop exigeante, car même si l'Allemagne paye la totalité de ce qui lui est réclamé, la France devra encore se procurer elle-même, rien que pour les réparations, 25 à 30 milliards. »

Parlant de la Conférence de Londres, M. Loucheur dit que bien qu'elle ait traversé des moments difficiles, elle a mené sa tâche à bonne fin car les négociateurs n'avaient qu'un but, maintenir avant tout l'union en faisant des concessions mutuelles.

L'Allemagne jouait la carte de notre désunion, elle a perdu.

A Londres, la Commission des réparations s'est préoccupée de faire des titres négociables qui constitueront un pouvoir international, capable de faciliter les échanges. Ce sera un chèque négociable portant la signature de la Commission des garanties garantissant la sécurité d'une façon matérielle et morale. La Commission déclarera incessamment si les titres de la dette allemande seront légers ou lourds de 500 marks ou de 10.000 marks. Il semble, dit le ministre, qu'on émettra des titres légers pour faire l'appoint dans les paiements avec cette nouvelle monnaie internationale.

Abordant la question du désarmement, M. Loucheur dit que le désarmement de l'Allemagne doit être complet et absolu, dit-il, sera. Nous resterons l'arme au pied pour exiger qu'il le soit. Nous avons encore à Londres un dernier avertissement de six jours. Nous avons voulu en effet donner, par notre dernière preuve nouvelle que nous ne cherchons nullement à faire dévier nos charges contre-Reich : nous voulons seulement que l'Allemagne désarme et nous paye.

En terminant, M. Loucheur examine la question de la fourniture de main-d'œuvre par les Allemands. Il indique que cette solution se heurte à des considérations d'ordre sentimental dans les contrées où la population française est encore pénétrée de haine et qui verraient difficilement ceux qui ont détruit venir librement se promener chez leurs victimes.

Par contre, dans les régions libérées, la fourniture allemande est possible, à condition de trouver une formule qui paraît pour ne pas heurter d'ailleurs les droits des ouvriers allemands. Cependant M. Loucheur pense que c'est égard on ne saurait accepter la construction établie à Genève entre la C.G.T. française et les syndicats allemands.

Les Événements de Haute-Silésie

LE SORT DE LA HAUTE-SILESIE DOIT ETRE REGLE AU PLUS TOT

Une déclaration du Président du Conseil à la Diète polonaise

Varsovie, 11 mai. — M. Witos, président du Conseil, a fait à la Diète polonaise, un exposé du problème de la Haute-Silésie. Il a rappelé l'attitude impartiale du gouvernement polonais et le retrait de son emploi au commissaire plébiscitaire Korfanty qui avait outrepassé ses droits.

Le président a continué ainsi son discours :

Le gouvernement a adressé aux gouvernements alliés un appel pour qu'ils usent de leur autorité afin qu'une décision définitive soit prise le plus rapidement possible, en ce qui concerne le sort de la Haute-Silésie, conformément à l'esprit du Traité de Versailles et au véritable résultat du plébiscite.

Le gouvernement est convaincu qu'en agissant ainsi, il a agi selon l'esprit de justice nécessaire au maintien d'une paix durable.

Poursuivant, M. Witos a déclaré :

Etant donné les bruits qui courent au sujet des intentions de faire de la Haute-Silésie un Etat séparé, je tiens, au nom du gouvernement et du peuple polonais, à m'élever contre un tel projet qui serait une violation du Traité de Versailles, et de la volonté du peuple haut-silésien et constituerait en outre une cause de troubles continuels.

UN ARRANGEMENT SERAIT INTERVENU ENTRE LA POLOGNE ET LES ALLIÉS

En terminant son discours à la Diète polonaise, M. Witos, président du Conseil, a annoncé qu'il était en mesure d'informer la Diète qu'un accord laissant l'espoir d'un arrangement et accélérant la solution de la question, avait été conclu entre M. Korfanty et la Commission interalliée.

UNE MOTION DE LA CHAMBRE PRUSSIENNE

Berlin, 11 mai. — La Chambre prussienne a adopté, à la suite d'un long débat, une motion exprimant l'espoir que les alliés rempliraient leurs obligations et mettraient fin à une situation intenable en attribuant prochainement la Haute-Silésie à l'Allemagne.

Les Relations franco-américaines

Réponse de M. Tardieu aux critiques à M. Clemenceau

Récemment, la politique extérieure de M. Clemenceau avait fait dans la presse l'objet de très vives critiques en ce qui concerne les rapports avec les Etats-Unis au cours des délibérations précédant la signature du traité de Versailles.

M. Tardieu, visé lui aussi par ces critiques, y répond.

La motion des trente-sept sénateurs, en vue de séparer du traité de Versailles, le covenant de la Ligue des Nations, a été, dit-il, trop largement publiée par la presse pour qu'elle ait pu être ignorée de M. Wilson. Tous les discours de ces trente-sept sénateurs furent suffisamment analysés dans tous les journaux. La motion, en outre, ne fut l'objet d'aucune communication diplomatique.

LES QUOTIDIENNES

L'ALLEMAGNE ACCEPTE

Le Reichstag a voté, par 221 voix contre 175, l'acceptation, proposée par le nouveau Gouvernement, de l'ultimatum des Alliés. Nous pouvons donc enregistrer une promesse de plus de l'Allemagne. Que vaudra cette nouvelle signature ? Les Allemands la donnent-ils avec l'intention de lui faire honneur, ou de la renier à la première occasion, quand la menace de l'occupation de la Ruhr aura disparu ?

Nous avons le droit de nous méfier de gens dont la parole jusqu'ici, même dans de solennelles circonstances, n'a servi qu'à tromper notre magnanimité et abuser de notre confiance. D'autant, d'ailleurs, que le nouveau chancelier, dans son discours de mardi, s'est permis certaines réticences qui ne sont pas faites pour dissiper notre légitime défiance.

M. Wirth a déclaré clairement que si l'Allemagne se soumettait c'était pour obtenir, par ce geste de sincérité (?) une atténuation, où pour employer sa lourde mais expressive périphrase « une obligation supportable des décisions de Londres dans le cadre de la capacité de production de l'Allemagne. »

En voilà une fois encore, amorcée une révision partielle du Traité de Versailles !

Nous sommes avertis : en même temps qu'ils signent l'acceptation de l'ultimatum, les Allemands tentent de brouiller les cartes et d'opposer les Alliés les uns aux autres. Ils recommencent impudemment un petit jeu qui les leur a que trop bien réussi.

Mais, aujourd'hui, la France est bien décidée à ne plus se laisser manœuvrer par quelques pangermanistes, même aidés par des hommes d'affaires des pays amis. Il faudra que l'Allemagne s'exécute sans rouvrir l'ère des conférences et des interminables attentes. L'occupation de la Ruhr n'est pas abandonnée, elle n'est qu'ajournée. Il dépend du gouvernement de Berlin que cet ajournement soit indéfini.

Les prétentions des Alliés constituent, il ne faut pas l'oublier, un strict minimum qu'il n'est plus possible de réduire. Comme le disait avec une autorité particulière M. Loucheur, dimanche, à Roubaix, les 132 milliards évalués par la Commission des réparations sont loin de représenter la totalité des dommages dus par l'Allemagne.

Et que le Reich ne vienne plus dire qu'il n'a pas d'argent. M. Georges Blondel, un spécialiste des questions allemandes, lui répond : « Si le Trésor allemand est vide, le gouvernement de Berlin fait-il tout ce qu'il faudrait pour le remplir ? Que ne demande-t-il l'argent qui lui manque à ces potentats que sont les Hugo Stinnes, les Thyssen, etc., qui sont aujourd'hui les vrais dirigeants de l'Allemagne ? »

Le conseil est bon. S. M. Wirth le vent, il trouvera les ressources nécessaires pour payer les Alliés. Mais attention! si le gouvernement est défaillant, les Alliés n'hésiteront plus à se substituer à lui pour obtenir le règlement intégral de leur dette.

Maurice Auber.

L'ACCEPTATION DE L'ULTIMATUM

L'Allemagne fait connaître sa décision aux Gouvernements alliés

Le Reich s'engage à remplir sans conditions ni réserves ses obligations. — Le ton de la presse allemande cadre mal avec cette soumission

Laborieusement constitué, le ministère allemand a fait, dès sa prise de contact avec les élus du suffrage universel, accepter par le Reichstag, l'ultimatum des Alliés.

La motion dans ce sens, présentée par MM. Muller de Franken et Triborn, a été adoptée par 221 voix contre 175.

Il y eut donc une très forte minorité de députés qui préféraient quand même l'occupation de la Ruhr par les Alliés à une soumission sans réserve aux décisions de Londres.

Dans cette minorité figure le parti populiste dont un représentant, M. Stresemann, qui avait été pressenti pour le poste de Chancelier d'Empire avant M. Wirth, a lu à la tribune une déclaration où il est dit que l'acceptation de l'ultimatum ne préservera pas l'Allemagne de nouvelles violences d'ici quelque temps et qu'en conséquence le parti se prononcait contre l'acceptation.

Un nationaliste, M. Hergt, a parlé dans le même sens.

Par contre, M. Ledebourg, socialiste indépendant, a déclaré que l'acceptation de l'ultimatum était le moindre mal.

M. Haas, démocrate, a assuré le nouveau cabinet de la confiance de ses collègues du parti.

L'Allemagne a accepté l'ultimatum. C'est un fait. Elle devait se prononcer par oui ou par non. Quelle est la valeur de ce oui ? Les jours qui suivent vont le faire connaître.

En effet, des échéances se présentent pour le Reich, presque mensuellement d'ici la fin de l'année.

Les échéances auxquelles l'Allemagne aura à faire face

Voici comment s'échelonnent les paiements et obligations notifiés à l'Allemagne par la note que rédigèrent les alliés le 6 mai dernier :

Immédiatement. — Vote d'une loi militaire en harmonie avec le traité de Versailles. Livraison du matériel de guerre provenant de la réduction de l'armée à 100.000 hommes. Désarmement de la population civile. Démolition complète de tous sous-marins ou partie de sous-marins. Cessation de la construction et de l'importation du matériel aéronautique, jusqu'à nouvel ordre. Jugement des criminels de guerre.

31 mai. — Paiement de 1 milliard de marks or. Constitution du comité de garantie.

30 juin. — Dissolution des organisations d'autoprotection.

1er juillet. — Création et remise d'obligations représentant 12 milliards de marks or.

15 juillet. — Premier paiement trimestriel de 500 millions de marks or, quart du paiement annuel de 2 milliards.

31 juillet. — Démolition des bâtiments de guerre en construction.

15 octobre. — 2e paiement trimestriel de 500 millions de marks or.

1er novembre. — Création et remise d'obligations représentant 38 milliards de marks or et de celles, coupons non attachés, représentant 82 milliards de marks or.

15 novembre. — Paiement de 26 0/0 de la valeur des exportations allemandes pendant les mois de mai, juin, juillet.

A partir de 1922. — Chaque trimestre, paiement de 500 millions de marks or. Paiement de 26 0/0 de la valeur des exportations allemandes du trimestre précédent.

Ces échéances, l'Allemagne s'est engagée, mercredi, à les accepter sans restrictions

Londres, 11 mai. — **L'ambassadeur d'Allemagne à Londres a remis, mercredi matin, à 11 heures, à M. Lloyd George, la réponse du gouvernement allemand à l'ultimatum des alliés, que l'Allemagne accepte sans conditions.**

Voici le contenu de la note :

« En vertu de la décision du Reichstag, je suis chargé de déclarer ce qui suit, au nom du nouveau gouvernement, relativement à la décision des puissances alliées du 5 mai 1921 :

» Le gouvernement allemand est décidé :

» 1° **A remplir sans conditions ni réserves ses obligations telles quelles sont fixées par la Commission des réparations ;**

» 2° A accepter et à réaliser sans conditions ni réserves les mesures des garanties prescrites par la Commission des réparations au point de vue de ces obligations;

» 3° A exécuter, sans réserves ni retard, les mesures en vue du désarmement sur terre, sur mer et dans les airs, qui ont été notifiées par la note des puissances alliées du 21 janvier 1921. Les mesures dont l'exécution est en retard devront être exécutées immédiatement, les autres dans les délais prescrits ;

» 4° A procéder, sans réserves ni retard, au jugement des coupables de guerre et à l'exécution des stipulations du traité, mentionnées dans la première partie de la note des gouvernements alliés du 3 mai 1921.

» Je vous prie de porter, sans retard, cette déclaration à la connaissance des puissances alliées.

» Signé : WIRTH. ».

La même note, a été envoyée à Paris, Rome, Bruxelles et Tokio.

M. Lloyd George communique la réponse allemande aux Communes

Londres, 11 mai. — A la Chambre des Communes, en réponse à diverses questions, M. Lloyd George annonce que l'Allemagne a entièrement accepté toutes les conditions des Alliés. Il donne ensuite lecture du document portant acceptation de l'ultimatum.

M. Lloyd George ajoute qu'il a immédiatement télégraphié le document à tous les autres gouvernements intéressés.

La réponse allemande est, dit-il, l'acceptation entière de chacune des conditions.

A l'Elysée, une délibération a eu lieu

L'APPLICATION DES DÉCISIONS INTERALLIÉES

Paris, 11 mai. — Le président du conseil, les ministres des finances, de la guerre de la marine, des travaux publics, des régions libérées, le maréchal Foch, le général Weygand se sont réunis, mercredi matin, à 9 h. 30, à l'Elysée, sous la présidence de M. Millerand.

L'objet de la conférence était l'examen des mesures nécessaires pour l'application de la déclaration interalliée du 5 mai, qui prescrit l'exécution, en cas d'acceptation de l'ultimatum, par le gouvernement allemand, des mesures de désarmement militaire, naval et aérien, notifiées au gouvernement allemand par les puissances alliées dans leur lettre du 29 janvier 1921.

L'application des mesures financières a été également examinée.

Une importante déclaration de M. Lloyd George

ELLE REMONTE AU 4 MAI, MAIS ELLE A ACQUIS DEPUIS L'ACCEPTATION ALLEMANDE, INFINIMENT PLUS DE VALEUR.

Paris, 11 mai. — On déclare, de source autorisée, qu'à la fin de la séance tenue par le Conseil suprême, le 4 mai dernier, quand le texte de l'ultimatum à adresser à l'Allemagne, le projet de réparations et de garanties furent définitivement sanctionnés, M. Lloyd George déclara, en réponse à une question de M. Briand :

En cas de manquement allemand survenant dans l'avenir au cours de l'accomplissement du programme de réparations, etc..., imposé au gouvernement de Berlin, la sanction de la Ruhr serait appliquée sur rapport de la Commission des réparations ou de la Commission interalliée de contrôle militaire constatant le manquement.

Les paroles de M. Lloyd George ont été inscrites au procès-verbal de la séance.

Le nouveau ministère

Berlin, 11 mai. — Le ministère de la Reconstruction n'a pas encore de nouveau titulaire, contrairement à ce qui avait été annoncé hier.

Les démocrates auraient le plus vif désir de voir élargir vers la droite la coalition gouvernementale, bien que la possibilité n'en apparaisse pas pour le moment. La perspective de lourds impôts directs que les majoritaires seraient enclins à voter, leur ferait en particulier trouver désirable une entrée des populistes dans le gouvernement.

M. Bauer, qui devient vice-chancelier, était l'ancien chancelier du temps de la première coalition gouvernementale sur les bases actuelles.

M. Robert Schmidt a repris le portefeuille de l'Economie publique qu'il avait aussi à ce moment.

M. Gradenauer, ministre de l'Intérieur, est l'ancien président du Conseil saxon.

M. Schiffer, ministre de la Justice, est l'ancien vice-chancelier, également ministre de la Justice à ce moment.

Appréciations emphatiques de la presse allemande

La « Deutsche Zeitung » écrit : Le gouvernement de la honte nationale est devenu hier une réalité vivante. Les trois parques de l'honneur allemand se sont réunies à l'ombre de l'arbre du mal qui s'appelle Erzberger. Nous savons que le droit restera le droit et que d'ici peu la volonté de vivre du peuple allemand reprendra sa force. Aussi le document que l'on veut signer n'est-il pour nous qu'un chiffon de papier.

Le « Lokal Anzeiger » souligne amèrement que les majoritaires qui déclaraient il y a quelques semaines, qu'aucun gouvernement allemand n'accepterait les décisions de Paris, prennent la tête du mouvement d'acceptation. Le peuple allemand, conclut-il, va, avec de fatales divisions intérieures, au devant de rudes combats.

La « Deutsche Tageszeitung » écrit au sujet des majoritaires : Les cadavres de 20 millions d'Allemands que la corde de l'ultimatum va étrangler, forment l'escalier qui permet aux majoritaires de grimper au pouvoir. Au sommet de cette effroyable pyramide, ils tendent aux militaristes et aux revanchards français une main dans laquelle ceux-ci crachent.

Les troupes alliées aux portes de la Ruhr

Dusseldorf, 11 mai. — Le général Degoutte a constaté que la concentration des troupes destinées à la Ruhr est en voie d'achèvement.

On annonce la concentration à Duisbourg d'une division belge sous le commandement du général Beaurain qui appuiera l'aile gauche des Français si l'occupation de la Ruhr a lieu.

Départ de contingents pour l'armée du Rhin

Toulon, 11 mai. — Les troupes de la 2e division coloniale ont quitté Toulon dans la matinée par des trains spéciaux à destination des pays rhénans.

LE RENDEMENT DES IMPOTS INDIRECTS EN AVRIL 1921

Paris, 11 mai. — Le produit des impôts et revenus indirects et des monopoles s'est élevé pendant le mois d'avril 1921, à 1.248.432.000 francs.

Ce chiffre accuse une augmentation de 191 millions 301.400 fr., soit 18 0/0 par rapport aux recouvrements du mois d'avril 1920.

Par contre, on constate encore une moins-value de 86.064.400 fr. par rapport aux évaluations, mais il convient d'observer que dans ce dernier chiffre, la part afférente au produit de la taxe sur le chiffre d'affaires entre pour 83.733.500 fr., de sorte que l'insuffisance résultant de l'ensemble des autres branches de revenus n'est plus que de 2.330.900 fr.

Ce résultat est sensiblement meilleur que celui du mois de mars qui accusait une moins-value de 16.312.700 fr. et permet de penser que l'activité économique du pays dont dépend en grande partie le rendement des impôts, avant tendance à reprendre un certain essor.

On croit devoir signaler qu'en sus des sommes indiquées ci-dessus, il a été recouvré en avril, 152.794.700 fr. au titre de l'impôt général sur le revenu et des impôts cédulaires, et 415.416.700 francs au titre de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

Pour les 4 premiers mois de 1921, le rendement présente une moins-value sur les évaluations budgétaires et une augmentation de 756 millions 900.300 fr. par rapport aux premiers mois de l'année dernière.

LES BELGES MORTS AU CONGO

Inauguration d'un monument à leur mémoire à Bruxelles

Bruxelles, 11 mai. — Ce matin, a eu lieu, au Parc du Cinquantenaire, l'inauguration du monument élevé à la mémoire des Belges morts au Congo.

La cérémonie a revêtu un caractère de grande solennité. Le Roi et la Reine y assistaient, ainsi que les ambassadeurs de France, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Italie, d'Espagne, les ministres du Brésil, de Tchéco-Slovaquie. Les ministres belges, des personnalités marquantes du monde colonial et de nombreuses autorités civiles et militaires étaient également présentes.

M. Franck, ministre des Colonies, a prononcé un discours, au cours duquel il a fait longuement l'historique du Congo et a exprimé aux officiers et soldats de l'armée africaine, la reconnaissance du pays.

Les rapports économiques de la Belgique avec le Luxembourg

Un accord est intervenu entre les deux pays

Bruxelles, 11 mai. — La Commission belgo-luxembourgeoise s'est mise d'accord sur les questions financière et agricole. En ce qui concerne le régime des chemins de fer, le ministre d'Etat luxembourgeois en référera aux techniciens de son pays.

Les deux Etats contractants seront considérés comme ne formant qu'un seul territoire pour les douanes et les accises. Le commerce sera libre entre les deux pays et il sera créé un conseil supérieur, ainsi qu'un tribunal arbitral.

LÉGION D'HONNEUR

DÉCORATION POSTHUME

TOURCOING

Le sous-lieutenant Achille STAMPER

du 127e R.I., dont la famille habite 27, rue des Roses prolongée.

Mobilisé comme soldat de 2e classe, M.

Le sous-lieutenant Achille STAMPER

Achille-Julien Stamper fut successivement nommé en 1914, caporal, sergent, sergent-major et adjudant. Deux ans plus tard, il était nommé sous-lieutenant.

A titre posthume, la croix de chevalier de la Légion d'honneur lui a été accordée avec cette belle citation :

Jeune officier, doué des plus belles qualités militaires sur le champ de bataille, courage, énergie et sang-froid. Le 20 août 1916, à Rancourt, grâce à sa décision, à son initiative et par son exemple, a fait échouer une violente contre-attaque et provoqua la fuite de l'ennemi et sa poursuite. Est mort glorieusement au cours de cette brillante affaire.

Petites Nouvelles

AAA M. Eugène Pierre, secrétaire général de la Chambre des députés, a été renversé par un tramway, à l'entrée du pont de la Concorde et légèrement contusionné.

AAA M. Perquoy, député de la Seine-Inférieure, a déposé une demande d'interpellation sur la politique du gouvernement, concernant les réparations qui nous sont dues par l'Allemagne.

AAA Mme Curie est arrivée à New-York.

AAA Le Comité d'entente universitaire, constatant que la loi nouvelle fixant les traitements des membres de l'enseignement, est insuffisante, décide de continuer son action pour faire aboutir ses revendications.

AAA La Commission d'enquête de la Société des Nations, sur l'attribution des îles d'Aland, n'est pas d'avis de constituer ces îles en Etat indépendant et propose de maintenir la souveraineté de la Finlande, en complétant la loi d'autonomie de ces îles.

AAA A la Foire de Paris, inaugurée par M. Lefebvre du Prey, ministre de l'Agriculture, et M. Doumergue, ministre du Commerce, le feu, qui avait pris parmi des conduites en cellulold, a détruit quelques baraques.

AAA Une brigade de police est créée à Paris avec mission de contrôler les permis de séjour des étrangers, de plus en plus nombreux dans la capitale.

AAA A Colombes, en rentrant tard dans la soirée à leur domicile, un conseiller municipal socialiste, M. Louis Marchand, et un ancien élève radical-socialiste, M. Gaston Guillaume, ont été attaqués par un inconnu et blessés. M. Marchand assez gravement.

AAA La concurrence britannique est en décroissance. Pendant le mois d'avril de cette année, les importations ont diminué de 77.434.161 livres sterling et les exportations de 15.983.167 livres sterling sur celles d'avril 1920.

AAA Mme Rosa Giolitti, femme du président du Conseil italien, est décédée.

AAA M. Léon Perquoy, 30 ans, expert commis à l'évaluation des dommages après l'explosion des stocks de grenades de la Courneuve, en 1918, est arrêté, pour avoir fait remettre des commissions par les sinistrés.

AAA Les dégâts atteignent 20 millions dans l'incendie qui a détruit les réserves de lingerie du 1er Corps, aux Magasins Généraux Militaires, à Lyon.

AAA Un arrêté du maire réalise les processions dans la ville de Caen; elles avaient été supprimées depuis 1902.

AAA A Bagnolet, un incendie a détruit l'atelier de garnissage des fils, à la brasserie Karcher. Trois ouvriers, participant au sauvetage, ont été blessés.

AAA La question de l'abolition des visas de passeports entre la France et l'Angleterre est activement étudiée en Grande-Bretagne.

AAA Le cardinal Dubois a présidé, mercredi après-midi, l'assemblée annuelle de la Société générale d'éducation et d'enseignement. Le colonel Keller a donné lecture du rapport pour 1920, et M. J.-L. Brun, avocat à la Cour d'appel de Lyon, a parlé ensuite de l'enseignement libre après la guerre.

AAA Le Président de la République et Mme Millerand ont visité, mercredi, au Grand-Palais, le Salon de la Société des Artistes Français.

AAA La Chambre des représentants a voté le bill réduisant l'armée des Etats-Unis à 150.000 hommes et fixant le budget de la guerre à 320 millions de dollars.

AAA M. Laurent Eynac, sous-secrétaire d'Etat à l'aéronautique, a quitté, en avion, mercredi matin, l'aérodrome du Bourget, pour Londres, où il doit assister à une conférence anglo-franco-belge sur la navigation aérienne.

AAA En Irlande, une période de détente semble devoir remplacer celle de violences qui dure depuis si longtemps. On parle d'une trêve qui serait effectuée dans le Sud, pendant la campagne pour les élections, fixées au 24 mai.

DERNIÈRE HEURE

LA SOUMISSION DE L'ALLEMAGNE

La note allemande d'acceptation communiquée à M. Briand

Paris, 11 mai. — Au début de l'après-midi, le président de la délégation allemande de la paix a remis, au nom du gouvernement du Reich, à M. Briand, le texte de la note allemande acceptant les termes de la déclaration des Alliés.

Le Gouvernement belge prévenu de l'acceptation du Reich

Bruxelles, 11 mai. — M. Landsberg, chargé d'affaires d'Allemagne, a fait parvenir, cet après-midi, à M. Jaspar, ministre des Affaires étrangères, une lettre par laquelle il lui fait connaître le texte de la déclaration du gouvernement allemand que l'ambassadeur allemand à Londres a été chargé de remettre, quant à l'ultimatum, aux puissances alliées.

L'impression causée en Rhénanie par la réponse de Berlin

Mayence, 11 mai. — La réponse du Reichstag à l'ultimatum a été connue, ici, ce matin, et les journaux ont publié un « extra-blatt » qu'on achète avidement, sans que la population manifeste aucun sentiment.

Dans les milieux français, l'impression est que la déclaration du gouvernement allemand a un accent de sincérité, que les autres déclarations n'ont jamais eu. M. Wirth a évidemment fait son possible pour donner à son discours un accent de bonne foi. Quel fonds peut-on faire sur cette bonne foi et quelle garantie gardons-nous, qu'elle ne sera pas éphémère? La garantie c'est évidemment que nous resterons prêts à agir dans le cas où l'Allemagne voudrait une fois de plus se rétracter.

Toutefois, il est bien évident que dès que la classe 1921 sera assez instruite pour être mobilisable, elle relèvera, (sauf le cas de complication par ailleurs), la classe 1919, qui pourra rentrer dans ses foyers, car le rappel de cette dernière classe n'a été qu'une nécessité de soudure.

Ici, les mesures préparatoires aux opérations de la Ruhr suivent naturellement leur cours sans qu'aucun contre-ordre soit parvenu de Paris. Le général Degoutte se tient encore aujourd'hui à Mayence.

Le scrutin pour l'acceptation de l'ultimatum

Berlin, 11 mai. — Après correction, le résultat définitif du vote d'hier est le suivant : Votes émis, 396, non valables, 3, reste 393 dont : pour l'acceptation, 220, contre, 172, abstention, 1.

Le portefeuille des Affaires étrangères dans le nouveau Cabinet

Berlin, 11 mai. — Parmi les noms mis en avant pour le portefeuille des Affaires étrangères figure surtout celui de M. Cuno, directeur général de la Société Hambourg-America.

M. Cuno est actuellement en route pour l'Amérique où il va négocier de nouvelles conventions avec le groupe Harriman. Sa réponse n'est pas encore parvenue, mais son acceptation paraît douteuse.

Les majoritaires dans le Cabinet

Berlin, 11 mai. — Dans le « Berliner Tageblatt », M. Théodore Wolff déclare que les populistes et les démocrates, par leur incertitude jusqu'au dernier moment, ont rendu très difficile la solution de la crise et que personne ne veut actuellement la succession du portefeuille du ministre des affaires étrangères.

Tout en saluant l'entrée des majoritaires dans le gouvernement, M. Théodore Wolff exprime le ferme espoir que les populistes monteront prochainement à bord du bateau de sauvetage, lorsque la tempête sera finie. Il s'élève toutefois avec force contre la violence de la presse nationaliste et estime plus patriote de protéger son pays que son portemonnaie.

Les forces insurgées en présence dans la Haute-Silésie

Londres, 11 mai. — Selon des renseignements de source anglaise, les insurgés polonais seraient au nombre de 60.000, mais la plupart ne seraient pourvus ni d'armes ni d'équipement. Ils seraient maîtres surtout des régions de Pless et de Ryduick où d'ailleurs la Commission interalliée protège les Allemands contre toute agression.

Par contre, une force allemande comptant déjà plusieurs milliers d'hommes, serait en formation près de Roseuberg.

SI LES POLONAIS SE CALMENT, LES ALLEMANDS S'AGITENT DE PLUS EN PLUS.

Oppeln, 11 mai. — En Haute-Silésie, on constate chez les éléments polonais une tendance marquée à l'apaisement. Le travail a repris plus complètement dans les mines. Les trains recommencent à circuler, des convois de charbon sont partis. Les forces polonaises obéissent à leurs chefs. Ceux-ci sur l'ordre de Korfanty ont donné des instructions très sévères pour que le travail ne soit pas entravé et que les limites fixées d'accord avec la Commission ne soient pas dépassées.

Par contre, du côté allemand, l'agitation augmente et prend un caractère extrêmement alarmant, notamment dans les cercles de Kreuzburg et de Cosel où le conflit entre Polonais et Allemands est grave. Des combats violents ont eu lieu entre les corps francs allemands et les polonais.

Les Français ont été l'objet de nombreuses remarques d'hostilité de la part des insurgés allemands.

A Cosel, le général Gratier, venu pour essayer de mettre fin aux hostilités a été arrêté par les Allemands qui l'ont injurié en criant qu'ils étaient en guerre avec les Français. Sa voiture a été traversée par des balles.

SOLIDARITÉ POLONAISE

Sosnowice, 11 mai. — Les ouvriers du bassin de Dombrowa, sans distinction de parti, abandonnent le travail et viennent offrir leurs services pour courir à l'aide de leurs frères polonais de Haute-Silésie, dans leur lutte contre les Allemands. On comptait hier environ 20.000 ouvriers prêts à partir en Haute-Silésie.

Le gouvernement de Varsovie a pris des mesures très énergiques pour enrayer ce mouvement. Les postes frontière ont été sensiblement renforcés.

AU MAROC

L'action contre les dissidents

Rabat, 11 mai. — Le maréchal Lyautey est parti dans la matinée pour Ouezzan, où se déroulent des opérations, sous les ordres du général Poeymirau. Remarquablement armées et ravitaillées, de nombreuses tribus soumises retombent en dissidence sous l'influence des agitateurs de la région et, grâce à la proximité de la frontière espagnole, qui leur assure une refuge éventuel, ont attaqué les convois de troupes et cerné les postes.

Le général Poeymirau a commencé à refouler l'ennemi dans les hautes montagnes. On enregistre de nombreuses soumissions.

LA GRÈVE DES MINEURS ANGLAIS

Le blocus du charbon par la Fédération des transports

Londres, 11 mai. — Après une réunion qui n'a pas duré moins de quatre heures, le Comité exécutif de la Fédération des transports vient de publier une déclaration annonçant que le blocus du charbon ne sera pas desserré.

Il est dit dans le manifeste : « Nous maintenons nos précédentes résolutions et nous nous disposons même à consulter les différentes sections de la Fédération sur la possibilité et les moyens de rendre plus efficace notre boycottage. »

Le gouvernement, de son côté, s'en tient à son attitude résolue : des volontaires protégés par les marins déchargent le charbon sur les quais des différents ports.

Les cheminots ne partagent pas les vues des ouvriers des transports et l'on apprend, ce matin, que M. Cramp, secrétaire du Syndicat des cheminots, et M. Williams, secrétaire de la Fédération des transports, ont eu une entrevue orageuse.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS. — Liverpool, 11 mai. — Clôture. — Mai, 8.00; juin, 8.13; juillet, 8.31; août, 8.42; septembre, 8.50; octobre, 8.58; novembre, 8.64; décembre, 8.69; janvier, 8.71; février, 8.74; mars, 8.77; avril, 8.80.

Sakellaridis. — Mai, 14.85; juin, 14.70; juillet, 14.60; août, 14.65; septembre, 14.75; octobre, 14.85; novembre, 14.95; décembre, 14.95; janvier, 14.95. Autres mois inscrits.

Ventes, 4.000; importations, 1.000; américains, brésilien, hausse, 1; égyptien, baisse, 26 à 30.

New-York, 11 heures. — Mai, 12.67; juillet, 12.90; octobre, 13.61; décembre, 13.59.